



REFONDATION DES PARADIGMES DE FINANCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ AU CAMEROUN ENTRE INERTIES INTERNES ET INNOVATIONS EXTERNES (1976-2015)

[Étapes de traitement de l'article]

Date de soumission : 20-10-2025 / Date de retour d'instruction : 28-10-2025 / Date de publication : 12-12-2025

Jean Pierre AYANGMA NDJERE
Université de Yaoundé I, Cameroun
futureayangma@yahoo.fr

Résumé : La pauvreté demeure un défi majeur au Cameroun, où près de la moitié des habitants vit en dessous du seuil de précarité. L'un des facteurs majeurs de cette situation réside dans la nature des mécanismes de financement marqués par une forte dépendance extérieure et une faible mobilisation des ressources internes. Cependant, la croissance économique irrégulière du pays constitue un frein majeur à sa trajectoire d'émergence. Ainsi, le financement de la lutte contre la pauvreté s'apparenterait alors à un mirage qu'il semble difficile voire impossible à faire disparaître. Ceci étant, comment assurer un financement stable, équitable et autonome de cette lutte dans un contexte de pression budgétaire, d'endettement croissant et d'inégalités permanentes ? À partir des sources écrites et numériques, l'approche analytique préconisée ici, apprécie les faits de façon chronologique tout en tenant compte du contexte spatial. À cela s'ajoute, une technique d'interprétation des données aussi bien quantitative que qualitative. Ainsi, il ressort en guise de résultats que, le Cameroun dans sa quête d'éradication de la pauvreté, multiplie certes l'implémentation de divers projets à caractère social, mais il n'arrive toujours pas à résoudre les difficultés relatives à l'implication et la prise en charge réelle des couches sociales défavorisées. En outre, en raison des multiples détournements des fonds publics, la corruption, l'endettement excessif, la marginalisation et la centralisation de l'appareil décisionnel; le financement de la lutte contre la pauvreté au Cameroun demeure un luxe. Toutefois, la décentralisation par l'entremise des Collectivités Territoriales Décentralisées, offre une piste de solution salutaire pour financer ce combat, dans la mesure où celles-ci sont plus proches de la population pauvre. Aussi, des paradigmes réussis d'éradication de la pauvreté au niveau international doivent inspirer le Cameroun dans l'accomplissement de cette mission, de telle sorte qu'il puisse atteindre et réaliser ses principaux objectifs en matière de développement durable.

Mots clés: Pauvreté, Financement, Cameroun, Décentralisation, Lutte, Croissance.

REBUILDING THE FINANCING PARADIGMS FOR POVERTY REDUCTION IN CAMEROON BETWEEN INTERNAL INERTIA AND EXTERNAL INNOVATIONS (1976-2015)

Abstract : Poverty remains a major challenge in Cameroon, where nearly half of the population lives below the poverty rate. One of the main factors contributing to this situation is the nature of the financing mechanisms, which are characterized by heavy external dependence and low mobilization of domestic resources. However, the country's uneven economic growth is a major obstacle to its emergence as an emerging economy. Thus, financing poverty reduction would be like chasing a mirage that seems difficult, if not impossible, to dispel. That being the case, how can stable, equitable, and autonomous financing for this fight be ensured in a context of budgetary pressure, growing debt, and persistent inequalities? Based on written and digital sources, the analytical approach recommended here assesses the facts chronologically while taking into account the spatial context. In addition, a technique for interpreting both quantitative and qualitative data is used. Thus, the results show that Cameroon, in its quest to eradicate poverty, is certainly increasing the implementation of various social projects, but it is still unable to resolve the difficulties relating to the involvement and real care of disadvantaged social groups. Furthermore, due to widespread embezzlement of public funds, corruption, excessive debt, marginalization, and the centralization of decision-making, financing the fight against poverty in Cameroon remains a luxury. However, decentralization through decentralized local authorities offers a promising solution for financing this fight, as these authorities are closer to the poor population. Therefore, successful paradigms for poverty eradication at the international level must inspire Cameroon in accomplishing this mission, so that it can achieve and realize its main sustainable development goals.

Key words: Poverty, Financing, Cameroon, Decentralization, Fight, Growth.

Introduction

À partir d'un constat empirique, il apparaît que, au Cameroun, peu d'études se sont spécifiquement penchées sur le financement de la lutte contre la pauvreté. Ainsi, ce champ offre de nombreuses pistes de réflexion. À cet effet, et tout en reprenant l'expression utilisée par le cabinet de conseil Oliver Wyman, il convient de s'accorder sur le fait que, le combat contre la pauvreté demeure un engagement très bénéfique au plan social (2024, p.3). Au niveau interne, la Stratégie Nationale camerounaise de Développement à l'horizon 2030, précisait que, la non atteinte des objectifs en matière de réduction de la pauvreté est imputable à des difficultés importantes en ce qui concerne la répartition des opportunités à l'ensemble de la population (Emergent Cameroon, 2020, p.29). Ainsi, le degré d'inégalités et d'injustice a également augmenté. À cet effet, lorsqu'on aborde cette problématique, beaucoup d'acteurs (personnes) font référence prioritairement à l'aspect pécuniaire; ce qui n'est pas faux, dans la mesure où, cette tendance trouve son fondement dans le fait que l'expression financement, dont le radical est finance, renvoie dans son sens premier à l'argent. Il faut voir dans le cadre de ce travail, qu'il s'agit d'un vaste processus qui passe par la dynamisation de plusieurs axes capitaux de la vie courante d'une société. Ceci passe par l'implication de toutes les couches de la population. En outre, les programmes de lutte contre la pauvreté doivent être calqués sur des modèles réussis aussi bien au niveau continental que mondial. Cependant, en raison de leur coût très élevé, le Cameroun y fait piètre figure lorsqu'on observe et apprécie la typologie des actions entreprises pour l'atteinte de ce but allant de l'insuffisance des moyens affectés comme soutien pour les Groupes d'Initiatives Communes (GICs) aux faibles salaires dévolus à la pratique des travaux à Haute Intensité de Main d'Œuvre (HIMO). En outre, la prétention de la communauté internationale de soutenir le pays dans cette démarche, soulève une préoccupation majeure. En effet, lorsque les pays occidentaux envisagent d'aider leurs homologues africains à éradiquer la pauvreté, la question qui vient à l'esprit est celle de savoir: ont-ils eux-mêmes pu réduire considérablement ce malaise ? La réponse à cette interrogation laisse dubitatif quant aux réels mobiles de cette prétendue aide. Ainsi, il est clair que l'un de leurs mécanismes phares connus sous l'appellation d'Initiative Pays Pauvres et très Endettés (IPTE), qui visait à faciliter la réduction de la pauvreté, en prétextant que la dette extérieure était annulée, consistait en réalité à retarder de plusieurs années les échéances de remboursement (A.S. Bougouin, M. Raffinot, 2002, p.283). 1976: marque une année charnière pour la prise en compte des couches sociales défavorisées au Cameroun. En effet, avec l'entrée en vigueur du quatrième plan quinquennal de développement que l'on qualifie ici d'ère paysanne, le constat qui émerge est que plus de la moitié des investissements du pays était désormais concentrée sur les personnes démunies en général et dans le monde rural en particulier (G. Courade, 1984, p.75). L'année 2015 quant à elle, marque la période d'achèvement des Objectifs du Millénaire pour le Développement initiés depuis l'an 2000 (Commission Économique pour l'Afrique, Union Africaine, Groupe de la Banque Africaine de Développement et Programme des Nations Unies pour le Développement, 2015, p.88). À cet effet, un bilan des réalisations permet de constater que le taux de pauvreté au Cameroun a légèrement diminué entre 2001 et 2014, passant de 40% à moins de 38%. Cette baisse, bien qu'insignifiante permet tout de même de souligner les efforts du pays dans ce sens (AIMF/Commission Européenne, 2017, p.9).



Ceci étant, comment assurer un financement stable, équitable et autonome de cette lutte dans un contexte de pression budgétaire, d'endettement croissant et d'inégalités permanentes ? Autrement dit, dans quelle mesure, les mécanismes actuels de financement de la lutte contre la pauvreté au Cameroun permettent-ils de répondre durablement aux défis structurels de la pauvreté ? Mieux quels modèles extérieurs le pays peut-il prendre comme exemple pour refonder son processus de financement visant l'éradication de la pauvreté ? À partir des sources écrites et numériques, l'approche analytique préconisée ici, apprécie les faits de façon chronologique tout en tenant compte du contexte spatial. À cela s'ajoute, une technique d'interprétation des données aussi bien quantitative que qualitative. Dès lors, le présent travail se propose d'une part d'analyser et d'apprécier sous le prisme des réalisations effectuées, les procédés actuels en vigueur dans le financement de la réduction de la pauvreté tout en soulignant les obstacles rencontrés dans ce vaste chantier et d'autre part, d'évaluer les best practices d'autres pays en la matière qui pourraient être implémentées au Cameroun.

1. D'une volonté permanente de diminution de la pauvreté à des défaillances conjoncturelles considérables entravant le processus

L'examen des priorités des différents exécutifs présidentiels du Cameroun montre qu'ils ont tous inscrit la réduction de la pauvreté parmi leurs objectifs majeurs. Dans cette optique, le pays essaye tant bien que mal de mobiliser des ressources financières significatives pour garantir un minimum de confort et de bien-être à l'ensemble de sa population. Toutefois, plusieurs obstacles entravent ces efforts et retardent la progression du Cameroun vers l'émergence. Dès lors, le financement de la lutte contre la pauvreté au Cameroun est assuré au niveau interne, par une panoplie d'acteurs aussi bien étatiques (diverses administrations), par la société civile que par certains partenaires au développement internationaux (notamment certains gouvernements et organisations de coopération multilatérale). L'objectif de cette partie est de procéder d'une part, à un examen critique des mécanismes du gouvernement visant à financer la diminution de la pauvreté, pour aboutir d'autre part, à une identification et une analyse des obstacles qui bloquent l'atteinte de son émergence.

1.1. Appréciation des mécanismes actuels de financement de la lutte contre la pauvreté au Cameroun

La pauvreté est une réalité qui met à rude épreuve les méninges des dirigeants des pays africains en général et du Cameroun en particulier. Fortement prononcée dans la vie sociale camerounaise, elle connut une expansion remarquable à partir de 1987 avec l'effectivité de la crise économique. En effet, le pays avait depuis son accession à l'indépendance concentré son expansion sur l'exploitation pétrolière. Ce qui semblait être un très bon choix économique mais avec des risques considérables. Plus tard, avec la chute des cours des prix du pétrole, l'économie nationale prit un sérieux coup dur. C'est alors que dans le cadre d'un relèvement précoce, des mesures d'austérité furent prises pour assainir son visage économique. En outre, il est clair que si la pauvreté croît de manière significative et intensive au Cameroun, c'est parce que ses propres ressources financières ne parviennent pas supporter le coût de ce vaste programme. La raison ici tient non seulement aussi bien au visage multidimensionnel de la

pauvreté qu'aux multiples problèmes de corruption et de détournements des fonds qui minent la société camerounaise. C'est alors qu'il est important ici d'analyser les différentes sources de financement qui sont d'actualité dans le combat contre la pauvreté.

Avant toute chose, il est important de préciser que ce combat, nécessite la mobilisation de ressources financières considérables dont les plus accessibles proviennent des caisses de l'État. Au Cameroun, ces dernières ne cessent d'être pillées par les hauts fonctionnaires de l'État, au détriment de l'intérêt national. C'est dans cet état d'esprit que la Chine pour éliminer la pauvreté a pris sur elle, de mettre une cagnotte financière suffisamment dense pour soutenir tous les projets visant la réduction considérable de la pauvreté (C. Boullenois, 2020, p.49). À cet effet, les allocations financières nationales sont destinées en principe, au soutien des projets socioéconomiques à même de garantir à la population locale un niveau de satisfaction acceptable. Cependant, dans la pratique, la réalité est complètement différente. Ainsi, une appréciation de l'histoire économique du Cameroun, révèle une trajectoire non uniforme avec des périodes fastes notamment lors de l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire au début des années 1970 et des moments de disette caractérisés surtout par les périodes de crises économiques notamment celle de 1987 et plus récemment de 2008. Ce manque d'uniformité engendre une instabilité dans la dynamique de diminution de la pauvreté. La conséquence directe ici se fait ressentir dans la variabilité des cagnottes allouées à ce combat et à l'augmentation du niveau de précarité de la population. À ces réalités déjà très dures, il est aussi important de préciser que la présence de la secte islamiste Boko Haram depuis 2009 et les différentes exactions commises par cette dernière entre 2012 et 2014 (J.V. Ntuda Ebode, M. Bolak Funteh, H. Mbarkoutou Mahamat, J.L. Nkalwo Ngoula, 2017, pp.8-9), ont contribué à renforcer la détérioration du niveau de vie des habitants de la partie septentrionale camerounaise; déjà en proie à des difficultés existentielles significatives.

La contribution nationale dans la réduction de la pauvreté est très diversifiée et s'appuie aussi bien sur des apports financiers que sur des actions stratégiques. Dans ce sens, pour ce qui est de l'importance de cette dernière catégorie dans la dynamisation l'économie, l'on note prioritairement le recours à l'agriculture (C. M. Ngo Tong, 2016, p.5) avec un accent particulier dans les cultures d'exportation. Cette démarche vise à relier directement les populations les plus démunies à l'émergence du pays afin qu'elles en soient les plus gros bénéficiaires. En effet, la vente de leurs productions participe explicitement ou implicitement à la redistribution des revenus. A. A. Amin et J. L. Dubois (2009, p.31), précisaient d'ailleurs à ce sujet que dans la première décennie qui a suivi l'indépendance nationale, ce secteur contribuait à plus de 30% du Produit Intérieur Brut. Conjointement, cela participa aussi à offrir à la population locale, un certain nombre d'emplois; dans ce même ordre d'idées, ces auteurs renchérisaient en indiquant que l'agriculture produisit à cette époque de référence plus de 80% des emplois disponibles (A. A. Amin, J. L. Dubois, 2009, p.31). En outre, il faut constater que bien avant la survenue de la crise économique de 1987, l'investissement public dans le Produit Intérieur Brut (PIB) était sur une pente relativement croissante oscillant entre 4% et 13% (DIAL, 1991, p.1). Avec une telle embellie, la population camerounaise semblait relativement épanouie. Cette relative stabilité fut intrinsèquement liée aux multiples recettes engrangées par les différentes



exportations; et une partie de ces revenus fut injectée dans l'amélioration des conditions de vie des camerounais.

Dans cette dynamique sensiblement bienveillante, J-J. Aerts, D. Cogneau, J. Herrera, G. de Monchy et F. Roubaud (2000, p.18) soulignaient que la particularité qui permit au Cameroun de contenir la pauvreté dans sa phase embryonnaire au lendemain de l'indépendance, fut la redistribution quasi équitable des sommes d'argent dans presque tous les secteurs de développement de la vie publique de la Nation. L'analyse qui en découle ici est que la politique d'administration en vigueur à ce moment-là était favorable à la promotion du développement durable et à la diminution de la pauvreté. Ainsi, tout le monde se sentait concerné par le rayonnement national. Une observation empirique de cette période, permet de souligner que des entreprises nationales furent créées afin d'employer une bonne partie de la main d'œuvre locale. En outre, le secteur agricole offrait comme cela a été précisé plus haut, des opportunités non négligeables d'insertion socioprofessionnelle. Déjà, il faut le rappeler que ce fut durant cette même ère de 1970 à 1980, que la famine fut presque inexistante au Cameroun. Une appréciation objective à ce niveau permet de constater que ce pays se démarqua grâce à cette prouesse du reste de l'Afrique notamment des pays de la zone sahélienne regroupant: le Niger, la Mauritanie, le Sénégal, Le Mali, le Tchad (V. Bonnecase, 2010, p.23), pour ne citer que ceux-là. En effet, durant cette décennie, une grande sécheresse frappa de plein fouet lesdits États, entraînant le déclenchement d'une famine extrême (V. Bonnecase, 2010, p.33). Le phénomène contraire se produisit au Cameroun, puisque ce dernier avait connu pendant cette même période, une autosuffisance alimentaire. Un tel accomplissement permit d'attester de la stabilité et du niveau de croissance d'un pays.

Par ailleurs, la pierre angulaire des actions gouvernementales à ce moment précis, fut la concentration des dépenses prioritaires sur les grands projets d'investissements à caractère public et les transferts monétaires importants à connotation de subventions. En guise d'exemple concret, C. M. Ngo Tong (2016, p.4), soulignait à cet effet qu'en 2014, les autorités camerounaises avaient opté pour une légère augmentation des revenus des travailleurs du secteur formel pour essayer de contenir les effets néfastes et pervers de la hausse des prix des produits des hydrocarbures et du butane; intensément utilisés dans les ménages camerounais. Cependant, ce qu'il faut relever ici est que l'essentiel de la population camerounaise exerce dans le secteur informel. Dans ce sens, le pays entreprend régulièrement de baisser le prix des denrées alimentaires de première nécessité. Ces mesures aussi novatrices et salutaires qu'elles soient ne parviennent pas à contenir le niveau de vie de plus en plus précaire de l'ensemble de la société camerounaise.

En outre, dans la logique de financement de la lutte contre la pauvreté et en tenant compte des indicateurs clés de l'Indice de Développement Humain (IDH), le volet sanitaire mérite une attention particulière. Ceci dit, le système de prise en charge sanitaire au Cameroun a connu une évolution singulière. À cet effet, et sur la base des analyses effectuées par les services sanitaires du pays, il ressortait qu'après l'indépendance, les dirigeants nationaux mirent sur pied un système d'accès aux soins de santé défavorable à la population la plus démunie; puisque seuls les hauts cadres de l'administration appartenant au secteur formel, bénéficiaient d'un suivi et d'un traitement médical de qualité (Ministère de la Santé Publique, 2017, p.21). Cette

situation créa un malaise général en ce sens, qu'elle excluait une bonne partie des habitants. Plus tard, c'est-à-dire vers la fin des années 1970, la dynamique changea. En effet, faisant suite à une importante rencontre internationale sur la santé qui se tint au Kazakhstan en septembre 1978, il fut reconnu à l'unanimité que l'encouragement de meilleures conditions sanitaires pour tous, reste et demeure le chemin adéquat pour une émergence socioéconomique dans les pays en développement (Organisation Mondiale de la Santé, 1978, p.3), parce que l'essor d'une Nation passe principalement par des individus valides et en parfaite santé et disposant de toutes leurs facultés.

Ainsi, à l'issue de cette rencontre internationale, le Cameroun prit la résolution de rendre l'accessibilité légèrement flexible et souple des premiers soins médicaux aux moins nantis financièrement. Cela visait principalement à lutter contre la frustration et la marginalisation au sein de la population locale, tout en encourageant l'épanouissement de tous. Toutefois, ce mécanisme ne perdura pas à cause d'une part, de la résistance de plusieurs praticiens de la santé de s'y conformer car, voyant dans cette mesure, une tentative de réduction de leurs avantages fictifs. Ainsi, les pauvres continuaient de voir leur état de santé considérablement se dégrader surtout lors de la survenue des épidémies à répétition de choléra dans la partie septentrionale du Cameroun, qui ne cessent de perturber le quotidien des habitants de cette zone du pays. Et d'autre part, l'entrée du pays dans l'ère de l'Ajustement structurel fut caractérisée par son désengagement sur plusieurs secteurs de la vie sociale nationale. Ce n'est qu'à partir des années 1990, qu'à la faveur d'une légère relance de la croissance, que le pays entreprit de mettre en place des protocoles de sécurité sociale (Ministère de la Santé Publique, 2017, p.21) pour soutenir les axes névralgiques du bien-être humain parmi lesquels, la santé et l'éducation occupaient une place significative.

Le volet éducatif quant à lui, a connu une évolution significative au fil des ans. En effet, tout comme le Nigéria depuis 1976, qui a opté pour la promotion d'une éducation primaire universelle (J-Y. Martin, 1981, p.32), le gouvernement camerounais dans sa politique de soutien à sa population a rendu pratiquement gratuite l'école primaire dans les établissements publics à condition tout simplement que l'on s'acquitte du paiement des frais d'Association des Parents d'Élèves et d'Enseignants (APEE). Il s'agit là d'une avancée significative dans la facilitation de l'accès aux services sociaux de base pour toute la population. Dans le passé, S. Inack Inack (1997, p.15) soulignait déjà les énormes efforts consentis par le Cameroun pour dynamiser son visage éducatif. À cet effet, il précisait que les investissements publics (subventions y comprises) sur l'éducation étaient passés de 7804 millions à 112.686 millions de francs CFA sur la période allant de 1970 à 1985. Cet accroissement de l'investissement national dans ce secteur, permit de confirmer la volonté des pouvoirs publics camerounais de revaloriser les compétences académiques de sa main d'œuvre locale afin de promouvoir un développement humain durable et efficace. Par ailleurs, la raison sous-jacente qui ressortait de cet intérêt pour l'instruction était que les autorités gouvernementales nourrissaient le désir de garantir une insertion socioprofessionnelle à chaque degré certificatif du cursus éducatif conventionnel.

Dans cette optique, le Rapport national sur le développement humain pour l'année 1993; rappelait déjà qu'en 1971, le processus de dynamisation de l'éducation primaire en cours entendait tout d'abord, encourager les inscriptions massives dans les écoles surtout en zone rurale et enfin, favoriser une insertion directe dans la vie active pour



ses lauréats (PNUD, 1993, p.45). L'analyse qui en découle ici est que le gouvernement national faisait tout son possible pour assurer le bien-être et l'épanouissement de sa population locale. Cependant, et ce, dans les faits, la démarche paraissait toujours insuffisante. À cet effet, S. Inack Inack (1997, p.16) renseignait que, bien qu'en milieu rural, ce fut l'enseignement primaire qui dominait le plus, celui-ci, ne rendait pas ses diplômés directement aptes à s'insérer aisément dans le circuit de production, compte tenu du déphasage très prononcé entre la formation reçue et le marché de l'emploi. Cela permet toujours d'attester du caractère disproportionné et déséquilibré des mécanismes d'éradication de la pauvreté entrepris par les pouvoirs publics camerounais

L'approvisionnement en eau potable étant également au centre des priorités du gouvernement, le pays a consenti d'énormes efforts dans ce domaine. En effet, entre 2013 et 2015, ce sont plus de 125 millions de francs CFA qui y furent investis conduisant à une augmentation significative des bornes fontaines publiques en zone rurale. Ainsi, l'on passa de 16 663 à 17 589 points fonctionnels de ravitaillement en eau potable de 2010 à 2015 (C. Bandela Menyeng, 2024, p.62), soit une augmentation de près de 5%. Ainsi, cela visait prioritairement à empêcher la propagation des maladies liées à l'eau et à réduire les distances parcourues par les riverains pour se ravitailler en eau potable. Toutefois, cette relative voire très faible amélioration contraste avec les priorités nationales d'accroissement de la couverture hydrique sur toute l'étendue du territoire, en ce sens qu'il existe même toujours de nos jours des bourgades urbaines souffrant d'un déficit de raccordement à l'eau. Ainsi, la conséquence directe est la persistance des problèmes d'accès à une eau saine dans les localités urbaines et rurales du Cameroun.

Traitant de la problématique de l'emploi, au Cameroun, le constat est clair, il existe depuis l'accession à l'indépendance, un réel déphasage entre le diplôme d'entrée et l'emploi recherché. Le gouvernement d'Ahidjo dans le cadre de son quatrième plan quinquennal de 1976, avait entrepris une initiative louable en instituant une vaste étude de terrain évaluée à près de 200 millions de francs CFA pour le recensement de toutes les facilités d'emploi disponibles, afin de garantir une insertion socioprofessionnelle réussie à l'ensemble de la population camerounaise (Ministère de l'Économie et du Plan, 1976, p.183). Cependant, il ressort que l'emploi informel prédomine sur celui formel. Les statistiques font état de ce que, le pourcentage de rareté d'emploi a plus que doublé, passant de 75,8% en 2005 à 77% en 2014 (Emergent Cameroon, 2020, p.29), malgré les nombreux programmes encourageant l'emploi établis par les autorités gouvernementales tels que: le Programme d'Appui à la Jeunesse Rurale et Urbaine, le Fonds National de l'Emploi (FNE) et bien d'autres. Toutefois, pour convenir avec Palme, les États scandinaves sont parvenus à améliorer leur système de sécurité sociale et de réduction des inégalités par l'encouragement de l'emploi à plein temps (J. Palme, 2002, p.106). Ainsi, pour atténuer le phénomène de chômage de la jeunesse camerounaise, l'État a entrepris de nombreuses opérations de recrutement dans la fonction publique; dont le plus significatif fut l'opération spéciale de recrutement de 25000 jeunes en 2011 (C. M. Ngo Tong, 2016, p.7). À cela s'ajoute, les différentes sessions des concours à intégration directe.

Bien qu'insuffisantes, ces actions entraînent dans le vaste programme gouvernemental d'éradication de la pauvreté depuis la base. Déjà, dans le passé, et

plus précisément dans les années 1980, les grandes villes camerounaises jouissaient d'un prestige immense compte tenu des facilités qu'elles offraient en termes d'attractivité et d'épanouissement. Toutefois, bien que le milieu rural fut fréquemment laissé à l'oubli, les autorités gouvernementales et certains particuliers offraient à certains moments, des activités génératrices de revenus à la population locale (S. Inack Inack, 1997, p.14) surtout dans le secteur agricole par l'achat des fruits de leurs récoltes. En outre, dans cette lutte contre la pauvreté au Cameroun, le pays bénéficie dans le cadre de l'assistance internationale, du soutien de multiples partenaires internationaux au développement à l'instar du Programme des Nations Unies pour le Développement, la Banque Mondiale, le Programme Alimentaire Mondiale, l'UNICEF et l'UNESCO. En effet, cet appui extérieur sous forme de subventions et des prêts apporte un soutien non négligeable dans le processus d'éradication de la pauvreté dans le pays, notamment avec la mise en place des projets de filets sociaux sous la bannière des activités à haute intensité de main d'œuvre.

Toutefois, une double constatation émerge, d'une part, ce soutien devient une aubaine dans la mesure où, il s'intègre directement dans la dynamique d'éradication de la pauvreté, et d'autre part, il plonge le pays dans une situation de dépendance chronique. Dans le premier cas de figure, les activités implémentées sont généralement tournées vers la génération des revenus, afin de permettre aux bénéficiaires de disposer d'un minimum de confort dans leur espace vital. Aussi, cette assistance peut également être infrastructurelle. En effet, à titre d'exemple, le PNUD a reconstruit des hangars et des bâtiments administratifs au marché de la ville d'Amchidée, lesquels furent détruits par les exactions du groupe extrémiste Boko Haram. À cela s'ajouta, la construction de nombreux forages pour le ravitaillement des populations en eau potable.

En outre, avec le Contrat de Désendettement et de Développement (C2D) impulsé par la France en collaboration avec le gouvernement camerounais, les riverains des villes de Garoua, Bafoussam et Bertoua ont bénéficié de la construction de plusieurs bornes fontaines d'eau et des latrines (MINFI/Secrétariat technique d'appui dédié à l'exécution du Contrat de Désendettement et Développement, 2018, p.44). L'objectif poursuivi ici était de lutter contre les maladies liées à la saleté telles que le choléra, la dysenterie et le paludisme.

La Banque Africaine de Développement (BAD), institution de coopération multilatérale a pris une part significative dans l'amélioration du vécu de la population camerounaise. En effet, elle finança au début des années 1990 et, ce à hauteur respectivement de 9439,182 millions de francs CFA l'établissement d'un fonds en charge de l'emploi au Cameroun (FNE) pour soutenir les efforts gouvernementaux en vue d'offrir aux camerounais des opportunités d'insertion socioprofessionnelles; et de 1652,876 millions de francs CFA comme prêt de soutien à la mise en place du Projet de Développement Communautaire (PRODEC) sur la période allant de 1994 à 1995 (Banque Africaine de Développement/Fonds Africain de Développement, 2002, p.6). Ces actions dont l'appréciation reste mitigée, si l'on prend en compte les faits ci-dessus mentionnés, il n'en demeure pas moins qu'elles laissent les riverains sur leur faim, surtout lorsque d'une part, les montants prévus ne sont jamais fournis à temps, les conditions d'accès à ces subventions sont également très drastiques et d'autre part le fait que la poursuite des activités se retrouve entre les mains des camerounais qui par



manque d'objectivité, préfèrent encourager le favoritisme et la corruption, raison pour laquelle, plusieurs aides n'arrivent jamais jusqu'à leurs réelles cibles.

Ainsi, dans le second cas, l'on arrive à la conclusion que cet apport extérieur cache le plus souvent des intérêts malsains. En effet, il ouvre la voie à une ingérence flagrante dans les affaires internes de la Nation. En outre, il accroît systématiquement la dette extérieure du pays (ce cas de figure est fréquemment observé dans le cadre d'un partenariat avec la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International). Par ailleurs, la dépendance du pays vis-à-vis de ces fonds extérieurs empêche toute possibilité d'innovation et de travail sérieux hors des canaux prescrits par les bailleurs de fonds. Ceux-ci dictent la démarche à suivre et la qualité de projets à implémenter. Lesquels ne reflètent pas prioritairement les aspirations de la population locale. Dans ce sens, la Banque Mondiale et le FMI ont encouragé les pays en difficulté, dans l'établissement des documents stratégiques destinés à lutter contre la pauvreté. Il s'agissait là, d'un canal d'octroi des fonds nécessaires à ce combat (J-P. Cling, M. Razafindrakoto, F. Roubaud, 2002, p.24). Toutefois, ils étaient assortis de lourdes contraintes.

Ainsi, en 1996 lors des assises de Lyon, l'Initiative Pays Pauvres et Très Endettés vit le jour sous l'impulsion de ces instances de Brettons Woods. L'objectif prioritaire était d'offrir des pistes de solutions réalisables aux pays sous-développés en proie aux dettes pour mieux gérer leurs ressources financières afin d'envisager un relèvement (O. Jokung Nguena, 2005, p.9). Au regard des efforts fournis par l'État du Cameroun pour financer et encourager son développement endogène. L'appréciation qui en découle n'affiche pas un visage reluisant en ceci que, ceux-ci sont insuffisants, disproportionnés et fragiles. En outre, plusieurs écueils ralentissent encore et toujours l'atteinte de cette quête nationale d'émergence et de promotion du bien-être collectif. Ainsi, la population locale continue de croupir sous des difficultés extrêmes; sans oublier les phénomènes de marginalisation et d'inégalités très prononcés. Dès lors, sous le prisme de cette triste réalité au goût amer, vaincre la pauvreté au Cameroun devient de plus en plus un mythe, qu'un objectif atteignable et réalisable.

1.2. Au cœur des défaillances structurelles/conjoncturelles entravant l'éradication de la pauvreté au Cameroun: entre mauvaise gouvernance et prédominance des intérêts personnels

Le financement des programmes de lutte contre la pauvreté a connu une trajectoire assez singulière au Cameroun. En effet, si, de 1977 à 1985, le pays fut dans une dynamique assez confortable au regard de sa croissance économique relativement forte et du niveau élevé d'épanouissement de sa population. Cela connota une image caractéristique d'un État-providence; dans la mesure où, le gouvernement prenait une part considérable dans l'accompagnement de la vie sociale au quotidien. Par la suite, la crise économique qui secoua le pays à cause de la chute des prix des produits pétroliers, entraîna une détérioration importante du niveau de vie de la population camerounaise. Ainsi, la fermeture de plusieurs entreprises étatiques, de nombreux salaires impayés sans oublier le désengagement des autorités gouvernementales dans de nombreux secteurs prioritaires de la vie de la Nation, provoquèrent un chômage généralisé sur l'ensemble du peuple (G. Courade, 1994, p.48). La conséquence directe ici fut l'aggravation de la précarité des habitants. Dès cet instant, le soutien du gouvernement envers les actions sociales a considérablement diminué. Plus tard,

l'entrée en vigueur des Programmes d'Ajustement Structurels (PAS) censés atténuer les effets de cette crise économique, ont présenté un bilan mitigé, quant à l'augmentation de la dette extérieure camerounaise et l'accentuation de la dépendance envers l'extérieur. Par ailleurs, un mal qui gangrène aussi bien la sphère économique camerounaise que politique est la corruption. En effet, le détournement des deniers publics, lesquels étant déjà insuffisants, conditionne toute forme de progrès socioéconomique.

Cela renforce les écarts et les inégalités au sein de la population de telle sorte qu'on retrouve parmi cette dernière, d'un côté, une minorité extrêmement riche et bien nantie (généralement les hauts commis de l'État et une bonne partie des résidents urbains salariés ou entrepreneurs) et de l'autre côté, une majorité extrêmement pauvre (constituée exclusivement des citadins et des ruraux sans emploi). À côté de la corruption, l'on note aussi, une mauvaise répartition des priorités. Ici, on constate qu'au Cameroun, l'emploi, et l'accès à certaines commodités de base telles que la santé, l'éducation et les ressources hydriques; posent de sérieuses difficultés dans la routine quotidienne. En effet, pendant que les autorités gouvernementales concentrent leurs efforts sur le reprofilage de routes, dont la durée de vie est très faible et la construction des édifices publics, la population et spécifiquement la jeunesse, continue de subir de plein fouet la frustration et la marginalisation à cause de la rareté des opportunités d'insertion socioprofessionnelles d'une part et d'autre part, de l'accentuation des maux tels que: le tribalisme, le favoritisme, pour ne citer que ceux-là. Pris sous cet angle, ces énormes sommes d'argent devraient être réinvesties dans des projets visant à assurer un emploi décent et une accessibilité flexible et facile aux ressources de base les plus vitales, prioritairement aux couches sociales défavorisées.

2. Le Cameroun à l'école de l'apprentissage du financement de la pauvreté: une observation critique des best practices dans le domaine pour entrevoir une refonte globale des procédés actuels

Dans le champ de la lutte contre la pauvreté, le Cameroun rencontre encore de nombreuses difficultés, qui sont inhérentes aux protocoles et mécanismes de gestion des fonds alloués pour la promotion du bien-être de la population. Dans cette partie, il est question tout d'abord, d'apprécier l'apport que la décentralisation peut jouer pour améliorer le combat contre la pauvreté au Cameroun dans son état actuel et enfin, de s'appuyer sur des paradigmes réussis pour mieux la financer en vue de son éradication définitive.

2.1. La gestion de la pauvreté au Cameroun à l'aune de la décentralisation: vers un nouveau modèle de gouvernance locale

Les différents acteurs de la décentralisation au Cameroun, s'accordent tous sur la nécessité d'instauration d'une fonction publique locale. En effet, une pareille initiative peut être salutaire pour la population camerounaise dans la mesure où, les problèmes sont désormais traités localement et en interne sans ne plus attendre la réaction de l'administration centrale. Il s'agit là, d'une méthode appliquée en Chine, où chaque institution communale définit individuellement ses priorités et dispose par la même occasion d'une autonomie financière pour l'implémentation des projets adaptés à ses propres réalités (E. Lavalée, A. Olivier, L. Pasquier-Doumer, A.S. Robilliard, 2009,



p.33). Ce modèle peut être appliqué au Cameroun et permettrait de s'attaquer directement à l'une des formes les plus rebelles de la pauvreté à savoir la pauvreté rurale. Ce qui serait de nature à diminuer les inégalités entre le milieu urbain et rural. À ce niveau, les transferts monétaires représentent une technique non négligeable d'application de cette stratégie.

À cet effet, il convient de préciser ici que le gouvernement par le biais de son Ministère des Affaires Sociales procède régulièrement à un partage permanent de dons de nature financière à des familles démunies. Cependant, cette opération bien que novatrice, ne concerne que moins de la moitié des départements du pays; soit 15/58 (Emergent Cameroon, 2017, p.17). Même si cela marque une certaine avancée dans le domaine de la sécurité sociale, il n'en demeure pas moins que de nombreux efforts sont encore à fournir. En outre, ce procédé ciblé, bien que modeste aide à soutenir la population camerounaise dans sa quête d'épanouissement et de bien-être. Dans ce sens, et pour reprendre l'idée de N. Ngah Otabela (2020, p.2) lorsqu'elle parlait de microcrédits, il s'agissait là des stratégies qui servent à accompagner les personnes démunies lors du lancement d'une activité génératrice de revenus. Dans cette même lancée, Li Xiaoyun (2024) faisait déjà remarquer que le partage judicieux et équitable des richesses locales, ciblant prioritairement les couches de la population les plus vulnérables caractérise mieux la vision politique de la Chine lorsqu'elle a pu considérablement diminuer la pauvreté sur son territoire.

Par ailleurs, au Cameroun, la microfinance détient une part importante de la population exerçant dans le secteur informel. Cette démarche décentralisée des opérations pour reprendre l'expression de Tchouassi et Tekam Oumbe (G. Tchouassi et H. Tekam Oumbe, 2003, p.82) permet un soutien plus ciblé envers les pauvres. Ces établissements de microfinance accordent des prêts avec de légers taux d'intérêt pour favoriser l'épanouissement des camerounais. À titre d'exemple, le Crédit du Sahel a soutenu dans la partie septentrionale du Cameroun, plusieurs agriculteurs, éleveurs, vendeurs ambulants (G. Tchouassi et H. Tekam Oumbe, 2003, p.85) et bien d'autres dans l'amélioration de leur quotidien. Dans ce sens, elle représente une solution endogène, efficace et significative dans l'accompagnement des couches sociales camerounaises démunies. En outre, elle offre des perspectives et des possibilités ciblées en fonction des besoins de la population rurale. Ainsi, les municipalités par l'entremise de ces institutions de microfinance, accordent des subventions et de prêts aux agriculteurs pour la réalisation de leurs activités agricoles. Au même titre que la décentralisation semble être une piste pour améliorer le financement de la lutte contre la pauvreté au Cameroun, ce dernier peut aussi et doit même s'inspirer des procédés adoptés par les autres pays, faisant figures de proue en matière de développement durable.

2.2.Exemples remarquables de procédés de financement efficaces de la lutte contre la pauvreté: perspectives d'adaptation et d'appropriation pour le Cameroun

Le financement des programmes d'aides sociales diffère d'un pays à un autre. À cet effet, les meilleures pratiques dans ce secteur et qui en font d'ailleurs l'unanimité, proviennent des pays d'Europe du Nord. En effet, la particularité qui les distingue tient du fait que l'État occupe une place centrale dans la conduite de ces initiatives. En outre, il prend une part significative dans la mobilisation des fonds destinés à

l'amélioration des conditions de vie des populations. Dans ce sens, sa spécificité réside dans la collecte minutieuse et transparente des impôts; lesquels sont réinvestis équitablement dans le développement et la promotion du capital humain (P. Abrahamson, 2005, p.109). Par la suite, une caractéristique bien commune à ces États est qu'il n'y existe pas d'inégalités très prononcées. La répartition des opportunités sans toutefois prétendre y être parfaite, coche tout de même le maximum de cases tendant vers l'excellence. En effet, il ressort que dans l'ensemble, les secteurs tels que la santé, l'assistance aux personnes retraitées et l'encouragement à l'emploi; constituent les piliers centraux sur lesquels les politiques d'aides sociales s'appuient pour garantir un véritable confort à la population.

Le Cameroun, dans son souci de promotion du développement peut s'inspirer de ce modèle pour mieux asseoir sa vision et sa dynamique d'émergence. J. Palme (2002, p.103) distinguait également deux méthodes de répartition des potentialités et des richesses aussi bien verticale qu'horizontale. La première nécessite une diminution significative des inégalités en ce sens que les plus nantis ont la lourde responsabilité de soutenir les plus démunis en payant des impôts qui sont injectés dans l'accompagnement de la population en difficulté; la seconde, étant la plus importante, se focalise sur l'apport sur le long terme des aides sociales par l'entremise des mécanismes de pensions retraites et assistance sociale (J. Palme, 2002, p.103). Cependant, le Cameroun continue de pâtir de l'augmentation du pourcentage des détournements des fonds publics, du repli identitaire caractérisé par le tribalisme, de l'accumulation et de la concentration des richesses entre les mains d'une minorité de personnes. Par ailleurs, du fait de sa dépendance extrême envers les aides multilatérales, le Cameroun éprouve de sérieuses difficultés dans la mobilisation des fonds pour financer ses programmes de développement sociaux.

L'État camerounais gagnerait à mettre à disposition plusieurs emplois afin que la population puisse avoir un modeste revenu utile à sa survie. Dans ce sens, le Burkina Faso a fait figure d'exemplarité en Afrique en ce qui l'éradication de la pauvreté. En effet, parce que la transparence dans la gestion des fonds alloués au financement des projets sociaux est primordiale pour garantir l'atteinte des objectifs fixés, les pays africains remportent la palme d'or en ce qui concerne les malversations financières. Dans cette optique le gouvernement burkinabé a adopté une approche salubre permettant de s'assurer d'un réel suivi et traçable des investissements. Si, beaucoup de pays dissocient la provenance des ressources financières, le Burkina Faso pour sa part, a opté pour l'intégration des aides financières multilatérales reçues à ses propres ressources (B. Samuel, 2009, p.10). L'idée ici étant que l'investissement public puisse disposer d'une cagnotte financière suffisamment énorme pour pouvoir supporter le coût des projets à réaliser. Aussi, ce pays a opté pour une approche prospective dans l'établissement de ses programmes et politiques de diminution de la pauvreté (Ministère de l'Économie et du Développement, 2004, p.67). En effet, cette démarche est appréciable dans la mesure où, elle permet d'anticiper et d'entrevoir le développement sur une durée relativement déterminée afin d'avoir la possibilité de corriger les erreurs directement. Les autorités camerounaises doivent pouvoir faire un savant mélange entre ces approches occidentales et africaines afin de concocter leur propre recette Made in Cameroon de financement de la lutte contre la pauvreté et de la promotion du développement.



Conclusion

L'annonce faite par le président chinois Xi Jinping concernant l'éradication de la pauvreté, notamment en zone rurale, a constitué pour nous un point de référence majeur dans la recherche de solutions adaptées au contexte camerounais. Cette déclaration a ainsi servi de point d'appui conceptuel pour la présente réflexion sur la refondation des paradigmes de financement de la lutte contre la pauvreté au Cameroun. En effet, en prenant en compte l'exemple chinois, il est dès lors possible de vaincre la pauvreté. L'analyse empirique a d'abord permis d'examiner de manière critique les mécanismes actuels de financement mis en œuvre au Cameroun. Il ressort notamment que le pays alloue une part importante de son budget national à la réduction de la pauvreté, en finançant les actions menées par les administrations centrales et locales, le Programme National de Développement Participatif et les activités à Haute Intensité de Main d'Œuvre (HIMO). L'État bénéficie aussi dans le cadre de sa participation internationale à des appuis multiformes incluant les prêts, subventions et aides multilatérales. Ce phénomène a été beaucoup plus perceptible lors de la survenue de la crise économique du milieu des années 1980. En effet, depuis les ravages orchestrés par cette crise, le pronostic vital du développement du pays fut fortement engagé. Ainsi, pour essayer de relancer sa croissance, le pays a eu recours aux programmes d'ajustement structurels pour soulager sa mauvaise passe. Ceux-ci, octroyés sous forme de prêts à échéance plus ou moins longue, ont permis au Cameroun d'avoir une légère stabilité bien qu'éphémère. Enfin, l'on a conclu qu'une gestion efficace des ressources s'appuyant sur la décentralisation peut jouer un rôle significatif dans la lutte contre la pauvreté; surtout, en zone rurale. La proximité des communes avec les populations locales justifie qu'elles jouent un rôle central dans le financement des programmes de réduction de la pauvreté. En effet, un déficit de communication et d'information figure parmi les obstacles majeurs identifiés. Parce que, lorsque, les résolutions sont prises depuis le sommet de la république, elles parviennent difficilement à la base à cause de certains blocages structurels et conjoncturels.

En outre, des pays comme la Chine et surtout ceux de l'Europe du Nord, sont des exemples à suivre dans le domaine de la lutte contre la pauvreté. Alors que la Chine affirme avoir réduit la pauvreté à un niveau quasi nul malgré sa démographie élevée, les pays nordiques se distinguent par des systèmes de protection sociale fondés sur l'équité et une redistribution efficace des ressources et des opportunités. Dans ces États, l'indice de Gini révèle un réel équilibre au sein de la société. Ainsi, il ressort clairement que, le Cameroun doit poursuivre sa dynamique de réduction de la pauvreté en agrandissant la cagnotte allouée pour la circonstance; ceci passe par la mise en place de mécanismes rigoureux et importants de collecte des impôts; lesquels doivent être redistribués équitablement entre les camerounais. Cette démarche horizontale, dans laquelle, les riches s'occupent des pauvres, est monnaie courante dans de nombreux pays à travers le monde. En outre, les systèmes de sécurité sociale camerounais doivent réellement être orientés vers le soutien aux populations démunies, afin de garantir l'atteindre de ses objectifs d'émergence. Toutefois, il serait judicieux que le pays refonde son mécanisme de financement de la lutte contre la pauvreté en fonction de ses propres réalités internes; ceci passe nécessairement par la

mise en place d'un véritable processus de redistribution des opportunités et un combat ardu contre la corruption et le détournement des fonds publics.

Références Bibliographiques

- ABRAHAMSON Peter. 2005. « La fin du modèle scandinave ? La réforme de la protection sociale dans les pays nordiques ». *Revue française des affaires sociales*, n°3, pp.105-127.
- AERTS Jean - Joël, COGNEAU Denis, HERRERA Javier, DE MONCHY Guy, ROUBAUD François. 2000. *L'économie camerounaise. Un espoir évanoui*. Karthala, Paris.
- AIMF/Commission Européenne. 2017. *Étude sur la localisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) au Cameroun. Plaidoyer pour la prise en compte des positions des Autorités Locales*. Rapport final, Cameroun.
- AJAB AMIN Aloysius, DUBOIS Jean-Luc. 2009. *Croissance et développement au Cameroun: d'une croissance équilibrée à un Développement Équitable*. CIG, Bamenda.
- BANDELA MENYENG Christian. 2024. *Transition de la pauvreté au Cameroun: Un suivi de cohortes de 2001 à 2014*. Thèse présentée et soutenue publiquement le 23 février 2024 en vue de l'obtention d'un Doctorat/Ph. D en Sciences économiques, Université de Yaoundé II.
- Banque Africaine de Développement/Fonds Africain de Développement. 2002. *Projet Dimensions Sociales de l'Ajustement-République du Cameroun*. Rapport d'achèvement, Département du développement social région centre-ouest.
- BONNECASE Vincent. 2010. « Retour sur la famine au Sahel du début des années 1970: la construction d'un savoir de crise ». *Politique africaine*, vol.3, n°119, pp.23-42.
- BOUGOUIN Anne-Sophie, RAFFINOT Marc. 2002. « L'Initiative PPTE et la lutte contre la pauvreté ». In CLING Jean-Pierre, RAZAFINDRAKOTO Mireille, ROUBAUD François, *Les nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté*. 2nde éd, Dial/Economica, Paris, pp.271-299.
- BOULLENOIS Camille. 2020. « Lutte contre la pauvreté en Chine: l'essor du paternalisme d'entreprise soutenu par l'État ». *Perspectives chinoises*, n°3, pp.49-59.
- CLING Jean-Pierre, RAZAFINDRAKOTO Mireille, ROUBAUD François. 2002. « Processus participatifs et lutte contre la pauvreté: vers de nouvelles relations entre les acteurs ? ». *Techniques Financières et Développement*, n°69, pp.22-33.
- Commission Économique pour l'Afrique, Union Africaine, Groupe de la Banque Africaine de Développement et Programme des Nations Unies pour le Développement. 2015. *Évaluation des progrès réalisés en Afrique pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement*. Commission Économique pour l'Afrique, Addis Abeba.



- COURADE Georges (s/d). 1994. *Le village camerounais à l'heure de l'ajustement*. Karthala, Paris.
- COURADE Georges. 1984. « Des complexes qui coûtent cher. La priorité agro-industrielle dans l'agriculture camerounaise ». *Politique africaine*, n°14, pp.75-91.
- DIAL. 1991. *CAMEROUN. Évolution économique rétrospective et perspectives macroéconomiques à l'horizon de 1995*. DIAL, Paris.
- Emergent Cameroon. 2017. *Politique Nationale de Protection Sociale (PNPS) au Cameroun 2020-2030*. Cameroun.
- Emergent Cameroon. 2020. *Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 Pour la transformation structurelle et le développement inclusif*. Cameroun.
- INACK INACK Samuel. 1997. *L'exclusion sociale au Cameroun*. Organisation Internationale du Travail (Institut international d'études sociales), Genève.
- JOKUNG NGUENA Octave. 2005. *Initiative PPTTE: quels enjeux pour l'Afrique ?*. L'Harmattan, Paris.
- LAVALLEE Emmanuelle, OLIVIER Anne, PASQUIER-DOUMER Laure, ROBILLIARD Anne-Sophie. 2009. *Le ciblage des politiques de lutte contre la pauvreté: quel bilan des expériences dans les pays en développement ?*. Document de travail, DIAL, Paris.
- Li Xiaoyun. 2024. « Un développement favorable aux populations pauvres: comment la Chine a éradiqué la pauvreté ». Publié le 03 janvier 2024. (En ligne), consulté le 10 septembre 2025 URL: <https://progressive.international/blueprint/16a350d7-9d05-49d6-b855-5de756f52963-pro-poor-development-how-china-eradicated-poverty/fr>,
- MARTIN Jean-Yves. 1981. *Différenciation sociale et disparités régionales. Le développement de l'éducation au Cameroun*. ORSTOM, Paris.
- MINFI/Secrétariat technique d'appui dédié à l'exécution du Contrat de Désendettement et Développement. 2018. *Rapport de mise en œuvre du C2D au 31 décembre 2017*. Cameroun.
- Ministère de l'Économie et du Développement. 2004. *Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté*. Burkina Faso.
- Ministère de la Santé Publique. 2017. *Analyse situationnelle du financement de la santé au Cameroun. Stratégie de financement de la santé 2017-2027*. Cameroun.
- Ministère de l'Économie et du Plan. 1976. *IV^{ème} Plan quinquennal de développement économique, social et culturel (1976-1981)*. République unie du Cameroun.
- NGAH OTABELA Nadège. 2020. *Impact de l'accès au microcrédit sur le bien-être des ménages et l'évolution de la pauvreté au Cameroun: 2001-2007*. Document de politique générale, AERC/CREA, n°689.
- NGO TONG Chantal Marie. 2016. « L'opérationnalisation de la stratégie de Croissance pro-pauvres au Cameroun ». *Revue Interventions économiques*, n°56, mis en ligne le 01^{er} novembre 2016. (En ligne), consulté le 28 août 2025 URL: <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/2962>;
- NTUDA EBODE Joseph Vincent, BOLAK FUNTEH Mark, MBARKOUTOU MAHAMAT Henri, NKALWO NGOULA Joseph Léa. 2017. « Le conflit Boko Haram au Cameroun. Pourquoi la paix traîne-t-elle ? ». *Nouvelles approches de sécurité collective*. PUA, Friedrich Ebert Stiftung, Yaoundé.

- Oliver Wyman. 2024. *Lutter contre la pauvreté: un investissement social payant. Étude pro bono*. Oliver Wyman, Paris.
- Organisation Mondiale de la Santé. 1978. *Alma Ata. Les soins de santé primaires*. OMS, Genève.
- PALME Joakim. 2002. « Protection sociale et lutte contre les inégalités: le modèle scandinave ». *L'Économie politique*, n°13, pp.103-112.
- PNUD. 1993. *Rapport sur le développement humain au Cameroun-1993*. PNUD, New York.
- SAMUEL Boris. 2009. *Le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté et les trajectoires de la planification au Burkina Faso. Rapport final du programme de recherche du FASOPO, Sociétés politiques comparées*, n°16.
- TCHOUASSI Gérard, TEKAM OUMBE Honoré. 2003. « Microfinance et réduction de la pauvreté, le cas du crédit du Sahel au Cameroun ». *Revue internationale de l'économie sociale*, n°288, pp.80-88.